

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.  
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON  
REF: 18:43 19-02-82 000071430 - 000072737

TELEX N. 33380-SG / BER 12/106

TELEX HEBDOMADAIRE NR 73 DU 19.02.82 (LE PRECEDENT TELEX AVAIT DEJA RECU PAR ERREUR CE NUMERO 73) DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1. PROGRAMME-CADRE DE LA COMMISSION

LE PARLEMENT, QUI ETAIT DEJA SAISI DU 'PROGRAMME-CADRE' DE LA COMMISSION POUR 1982-83 (NOTRE TELEX NR 71) A ENTENDU MARDI LE TRADITIONNEL 'DISCOURS-PROGRAMME' DU PRESIDENT THORN. CELUI-CI A MIS L'ACCENT SUR QUATRE ASPECTS PARTICULIERS DE L'ACTUALITE COMMUNAUTAIRE :

- LA GRAVITE DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET POLITIQUE ET LES DANGERS QU IL REPRESENTE POUR LE MARCHÉ UNIQUE ET LES POLITIQUES COMMUNES.

- MANDAT : IL IMPORTE DE PARVENIR A DES COMPROMIS RAISONNABLES SUR LES PROBLEMES QUI RESTENT OUVERTS, VALORISER LES ACCORDS PARTIELS DEJA INTERVENUS ET, SI NECESSAIRE, DEGAGER DES RESSOURCES ACCRUES. IL FAUT AUSSI APPORTER DES MAINTENANT A LA POLITIQUE AGRICOLE LES ADAPTATIONS QUE SON SUCCES MEME EXIGE.

- LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE : IL EST NECESSAIRE D'ENTREPRENDRE UNE ACTION VISANT A CREER DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES POUR L'EMPLOI ET LES INVESTISSEMENTS ET UTILISER PLUS PLEINEMENT LE POTENTIEL ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE, NOTAMMENT PAR LA CREATION D'UN VERITABLE ESPACE INDUSTRIEL EUROPEEN, A REVISION DES GRANDS FONDS STRUCTURELS ET LA REAFFIRMATION DE L'IDENTITE MONETAIRE EUROPEENNE '.

- RELATIONS EXTERIEURES : E PRESIDENT A EVOQUE NOTAMMENT NOS DIFFICULTES AVEC LES ETATS-UNIS (QUI DEPASSENT LE DOMAINE STRICTEMENT COMMERCIAL), LA NECESSITE D UNE APPROCHE COMMUNE AVEC LE JAPON, LA DIFFICULTE D'UNE NORMALISATION DES RELATIONS AVEC LES PAYS DE L'EST DANS LE CONTEXTE POLITIQUE ACTUEL ET, ENFIN, L'IMPASSE DANS LAQUELLE SE TROUVE LE DIALOGUE NORD-SUD.

LE PRESIDENT A CONCLU EN SOULIGNANT LES FAIBLESSES INSTITUTIONNELLES DE LA COMMUNAUTE QUI REPRESENTE POURTANT LA SEULE REPONSE CREDIBLE AUX MAUX DE NOTRE SOCIETE.

1.2 O.J. DU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' (22/23 FEVRIER)

LE CONSEIL PROPREMENT DIT TRAITERA NOTAMMENT DES RELATIONS AVEC LES USA, LE JAPON ET LA POLOGNE AINSI QUE DES ASPECTS BUDGETAIRES DE DIVERS DOSSIERS EN SOUFFRANCE (VOLET SOCIAL ACIER, CHARBON A COKE, PROJETS D'EXPLOITATION ET DE DEMONSTRATION ENERGETIQUES ET LES PROJETS R ET D MATIERES PREMIERES).

1	AK.Rs
TR.	Hw 3
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
IND.	✓
R.D	✓
ADMI.	✓
S.A.	✓
	JMB
	C.F.

432

Global Telegram

Global Telegram

UNE REUNION MINISTERIELLE DE LA COOPERATION ECONOMIQUE EST EGALEMENT PREVUE AINSI QU'UNE SESSION MINISTERIELLE AVEC LE PORTUGAL.

IL Y AURA CONCERTATION AVEC LE PARLEMENT SUR LE REGLEMENT-CADRE AIDE ALIMENTAIRE.

ENFIN, LES MINISTRES DES A.E. DISCUTERONT, EN COOPERATION AVEC LA COMMISSION, DE L'UNION EUROPEENNE (PROJET D'ACTE EUROPEEN COLOMBO-GENSCHER).

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

-----

### 2.1 CONSEIL AGRICOLE (15/16 FEVRIER)

-----

LA SESSION A ETE DOMINEE PAR UN PREMIER ECHANGE DE VUES SUR LE PAQUET DES PRIX DE CAMPAGNE 1982/83 ET DES MESURES CONNEXES, Y COMPRIS LES MESURES AGRI-MONETAIRES, AVANT QUE NE S'ENTAMENT LES VRAIES NEGOCIATIONS LORS DE LA SESSION DES 15/17 MARS. CE TOUR DE TABLE A FAIT APPARAITRE D'ASSEZ LARGES DIVERGENCES SUR CHACUN DE CES VOILETS :

- SUR LES PRIX, UNE MAJORITE DE DELEGATIONS PLAIDE EN FAVEUR D'UN RELEVEMENT SUPERIEUR A CEUX PROPOSES PAR LA COMMISSION TANDIS QUE LA DELEGATION BRITANNIQUE RECHERCHE DES PRIX INFRIEURS.

- LE PRINCIPE DE L'INTRODUCTION DE SEUILS DE GARANTIE DANS CERTAINS SECTEURS NE SUSCITE PAS D'OPPOSITION FONDAMENTALE MAIS CERTAINES DELEGATIONS EN CONTESTENT LES MODALITES, VOIRE LA JUSTIFICATION, NOTAMMENT POUR LES PRODUITS MEDITERRANEENS ET, POUR LA FRANCE, POUR LES CEREALES EN L'ABSENCE DE MESURES VISANT A LA STABILISATION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS DE SUBSTITUTION.

LES DEBATS SUR L'AMENAGEMENT DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE POUR LES PRODUITS MEDITERRANEENS ONT MONTRE LA NECESSITE D'UN APPROFONDISSEMENT.

LES RECENTES DECISIONS DU GOUVERNEMENT FRANCAIS D'ACCORDER DES AIDES A SON AGRICULTURE ONT ETE EVOQUEES SOUS L'ANGLE DE LEUR COMPATIBILITE AVEC LES REGLES DU TRAITE (M. DALSAGER A INDIQUE QUE LA COMMISSION EN DELIBERERA LA SEMAINE PROCHAINE).

M. DALSAGER A FAIT PART AU CONSEIL DE SON APPRECIATION SUR LA PORTEE DES PRISES DE POSITION DE L'ADMINISTRATION US A L'EGARD DE LA PAC ET NOTAMMENT DES RESTITUTIONS A L'EXPORTATION.

### 2.2 QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

-----

CONFORMEMENT AUX SUGGESTIONS DE LA COMMISSION, LE CONSEIL 'ECO/FIN' A RETENU LUNDI SUR LE S.M.E., UN SEUL POINT A SON ORDRE DU JOUR, QUATRE MESURES D'APPROFONDISSEMENT POSSIBLES TECHNIQUEMENT DANS LE CADRE INSTITUTIONNEL ACTUEL :

- LES MECANISMES DU SYSTEME.
- OUVERTURE DU SYSTEME VERS L'EXTERIEUR : DETENTION PAR DES INSTITUTIONS HORS COMMUNAUTE ET STABILISATION DES RELATIONS AVEC LES MONNAIES TIERCES.

- UTILISATION PRIVÉE EN ENCOURAGEANT LES ÉMISSIONS LIBÉLÉES EN ECUS, Y COMPRIS PAR DES ORGANISMES PRIVÉS.
- RENFORCEMENT DE LA CONVERGENCE PAR UNE MEILLEURE COORDINATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES.

LE MINISTRE ALLEMAND MATTHOFER A APPORTÉ UN APPUI REMARQUABLE AUX IDÉES VISANT AU RENFORCEMENT DES MÉCANISMES ET DE LA COOPÉRATION AVEC LES PAYS TIERS.

LA COMMISSION A ÉTÉ INVITÉE À PRÉSENTER DES PROPOSITIONS CONCRÈTES EN VUE DE LA PROCHAÎNE SESSION QUI PRÉPARERA LES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL EUROPÉEN DE MARS SUR CE POINT.

AU COURS DE LEUR DÉJEUNER, LES MINISTRES ONT ÉGALEMENT ÉVOQUÉ :

- LE PLAFOND DES EMPRUNTS EURATOM,
- LE NIC II : PROBLÈMES POSÉS PAR LA DEMANDE DE CONCERTATION DU PARLEMENT,
- LES EFFETS DES FLUCTUATIONS DES TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE DU DOLLAR (QUI SERONT ÉVOQUÉS CETTE SEMAINE À WASHINGTON PAR LE PREMIER MINISTRE BELGE AU NOM DE LA COMMUNAUTÉ).

DE SON CÔTÉ LE PARLEMENT A LONGUEMENT ÉVOQUÉ LES DIVERS ASPECTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE (VOTE DE LA RÉSOLUTION HERMAN SUR LE PROGRAMME À MOYEN TERME) ET MONÉTAIRE (VOTE DE LA RÉSOLUTION PURVIS SUR LE S.M.E.).

### 3. ELARGISSEMENT

-----

#### 3.1 PORTUGAL : CONFÉRENCE SUPPLÉANTS

-----

LA 18ÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE AU NIVEAU DES SUPPLÉANTS S'EST TENUE À BRUXELLES LE 12 FÉVRIER. L'OBJET PRINCIPAL DE CETTE SESSION A ÉTÉ LA PRÉPARATION DE LA SESSION AU NIVEAU MINISTÉRIEL DU 22 FÉVRIER 1982 EN VUE D'ARRIVER LORS DE CETTE SESSION À UN ACCORD SUR CINQ CHAPITRES. LA COMMUNAUTÉ A REMIS DANS CE CONTEXTE QUATRE DÉCLARATIONS CONCERNANT LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX, LES TRANSPORTS, LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES ET L'EURATOM ET LE PORTUGAL A REMIS UNE DÉCLARATION CONCERNANT LA POLITIQUE RÉGIONALE.

LE PORTUGAL A PAR AILLEURS REMIS DES DÉCLARATIONS CONCERNANT L'AGRICULTURE ET L'UNION DOUANIÈRE.

### 4. RELATIONS EXTERIEURES

-----

#### 4.1 JAPON

-----

DANS LA COMMUNICATION QU'ELLE A TRANSMISE AU CONSEIL LE 12.2, SUITE AUX DERNIÈRES CONSULTATIONS À HAUT NIVEAU À TOKYO, LA COMMISSION ESTIME QU'EN DÉPÎT DES MESURES ANNONCÉES RÉCEMMENT PAR LE JAPON ET QUI VONT DANS LA BONNE DIRECTION, IL N'Y A PAS DE CHANGEMENT FONDAMENTAL PERMETTANT DE REDRESSER LA SITUATION ACTUELLE.

LA COMMISSION PROPOSE DONC :

- DE TENIR DES CONSULTATIONS AU SEIN DU GATT, AU TITRE DE L'ARTICLE XXIII,
- D'OBTENIR DU JAPON UNE MODÉRATION EFFECTIVE DE SES EXPORTA-

TIONS, PERMETTANT RESTRUCTURER LES INDUSTRIES EUROPEENNES, EN CONTREPARTIE DE L'ABOLITION PROGRESSIVE DES DERNIERES RESTRICTIONS QUANTITATIVES NATIONALES.

LORS D'UNE PREMIERE DISCUSSION AU COMITE 113 LE 16 FEVRIER ET AU COREPER LE 18, UN ACCORD PRELIMINAIRE SUR L'EVALUATION FAITE PAR LA COMMISSION A ETE OBTENU.

ETANT DONNEE LA NECESSITE D'UN APPROFONDISSEMENT DE L'EXAMEN DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION, IL A ETE CONVENU QUE LE CONSEIL DU 22 DEVRAIT SE BORNER A UN DEBAT D'ORIENTATION ET QUE LE COMITE 113 ET LE COREPER ETUDIERONT EN DETAIL CES PROPOSITIONS EN VUE DE L'ADOPTION D'UNE POSITION DEFINITIVE AU CONSEIL DU 22 MARS.

#### 4.2 TUNISIE

-----

A) VISITE OFFICIELLE DE M. NATALI.  
EN COMPLEMENT A NOTRE PRECEDENT TELEX, IL A ETE PRECISE EN COMMISSION QUE L'EXAMEN DES QUESTIONS AGRICOLES QUI SE POSENT AVEC LA TUNISIE DANS LA PERSPECTIVE DE L'ELARGISSEMENT SERA POURSUIVI DE FACON INFORMELLE A BRUXELLES ENTRE EXPERTS DE LA TUNISIE ET EXPERTS DE LA COMMISSION.

IL A ETE INDIQUE EGALEMENT QUE M. NATALI AVAIT EFFECTUE UNE VISITE DE COURTOISIE AUPRES DE M. KLIBI, SECRETAIRE GENERAL DE LA LIGUE ARABE.

#### D) AIDE ALIMENTAIRE

-----

LUNDI 15 A BRUXELLES UNE DELEGATION TUNISIENNE A EXAMINE AVEC LES SERVICES DE LA COMMISSION LA POSSIBILITE D'AIDE ALIMENTAIRE PLURI-ANNUELLE DANS LE CADRE DE LA RESOLUTION DU CONSEIL DU 18 NOVEMBRE 1980 DONT LES FONDS DE CONTRE-PARTIE POURRAIENT ETRE UTILISES POUR LE FINANCEMENT DE CERTAINES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE.

#### 4.3 AFRIQUE AUSTRALE

-----

IL SERA RENDU COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DES ENSEIGNEMENTS QUE M. PISANI A RETIRES DU VOYAGE QU'IL VIENT D'EFFECTUER DANS TROIS ETATS ACP AINSI QU'AU MOZAMBIQUE ET EN ANGOLA.

M. PISANI DOIT ENCORE EN EFFET EN ENTREtenir SES COLLEGUES DE LA COMMISSION AINSI QUE, SANS DOUTE, LES MEMBRES DU CONSEIL LORS DE SA PROCHAINE SESSION.

#### 4.4 CHINE : VISITE HAUTS FONCTIONNAIRES CHINOIS DANS LE DOMAINE

-----

#### ENERGETIQUE

-----

LA VISITE DE LA DELEGATION CHINOISE DIRIGEE PAR M. YANG-JUN, VICE-PRESIDENT DE LA COMMISSION D'ETAT DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES, CONSTITUE LA PREMIERE DES QUATRE ACTIONS DE COOPERATION CEE/CHINE ELABOREES LORS DE LA MISSION DE M. CARPENTIER EN CHINE EN NOVEMBRE 1981 (LES TROIS AUTRES ACTIONS SONT : AIDE A LA MISE EN PLACE DES CENTRES DE FORMATION SUR DES PROBLEMES D'ECONOMIE D'ENERGIE, FORMATION DES CADRES CHINOIS EN EUROPE ET COMMANDE DE DEUX ETUDES MONOGRAPHIQUES).

Global Telegram

Global Telegram

Telegram

Global Telegram

Global Telegram

GR

CETTE VISITE A POUR BUT DE PERMETTRE A LA DELEGATION CHINOISE DE S'INFORMER DES REALISATIONS TECHNIQUES DANS LA COMMUNAUTE ET DANS LES ETATS MEMBRES POUR DIVERS SECTEURS ENERGETIQUES, (NOTAMMENT LE CHARBON, L'ELECTRICITE ET LE PETROLE, LES TECHNIQUES D'ECONOMIE DE L'ENERGIE ET LA PLANIFICATION ENERGETIQUE) ET D'EXPLORER D'AVANTAGE LES POSSIBILITES DE COOPERATION DANS CES SECTEURS.

APRES DES ENTRETIENS A BRUXELLES AVEC DES SERVICES DE LA COMMISSION ET DES AUTORITES BELGES, LA DELEGATION CHINOISE SE RENDRA AU ROYAUME-UNI, EN FRANCE, EN ITALIE, EN RFA, AUX PAYS-BAS ET AU DANEMARK POUR VISITER LEURS REALISATIONS DANS LES DIVERS SECTEURS ENERGETIQUES.

LA VISITE SE TERMINERA A BRUXELLES LE 17 MARS 1982 PAR UNE REUNION DE DEBRIEFING AVEC LES REPRESENTANTS DES ETATS MEMBRES.

#### 4.5 ACCORDS INTERNATIONAUX PRODUITS DE BASE

-----

##### A) CAOUTCHOUC

-----

LA COMMUNAUTE A DECIDE DE DEMANDER, AU COURS D'UNE REUNION SPECIALE DU CONSEIL DU CAOUTCHOUC A TENIR AVANT LE 28 FEVRIER, LE REPORT DU DELAI DE RATIFICATION JUSQU'AU 15 AVRIL 1982 EN RAISON DE L'IMPOSSIBILITE POUR CERTAINS ETATS MEMBRES D'ACHEVER LES PROCEDURES DE RATIFICATION D'ICI LE 28 FEVRIER.

##### B) ETAIN

-----

LE CONSEIL ENTENDRA UNE DECLARATION FRANCAISE SOULIGNANT L'URGENCE POUR LA COMMUNAUTE DE DEMANDER LA SIGNATURE DE L'ACCORD. (LES NEGOCIATIONS SONT ACHEEVEES DEPUIS JUIN 1981 ET LA PROPOSITION DE LA COMMISSION REMONTE A OCTOBRE). LE CONSEIL DEVRAIT PRENDRE AVANT LE 30 AVRIL LA DECISION DE SIGNATURE.

#### 4.6 PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

-----

LE CONSEIL FORMALISERA L'ACCORD INTERVENU AU CRP SUR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION (NOTRE PRECEDENT TELEX) :

- LA COMMUNAUTE PARTICIPERA DESORMAIS, EN QUALITE D'OBSERVATEUR, AUX "CONFERENCES DES CONTRIBUTIONS" ,

- ELLE ANNONCERA SES CONTRIBUTIONS PREVISIONNELLES POUR 1983 ET 1984 QUI S'ELEVERONT AU MINIMUM A CELLES DE 1981 (RAMENEES A 55 000 T. POUR LES CEREALES ET 30.000 T. DE CEREALES POUR LA RESERVE ALIMENTAIRE D'URGENCE.

#### 4.7 NATIONS UNIES

-----

FROM FEBRUARY 9 TH TO FEBRUARY 18TH, MR E. SUY, UNITED NATIONS UNDER-SECRETARY GENERAL AND LEGAL COUNSEL HAS BEEN VISITING THE COMMISSION, HAVING INTERVIEWS WITH THE PRESIDENT, VICE-PRESIDENT DAVIGNON, COMMISSIONERS PISANI AND RICHARD, AND CONTACTS AT THE HIGHEST LEVEL WITH THE LEGAL SERVICE, DG I, III, IV AND VIII. THE SUBJECT OF DISCUSSION HAS BEEN THE ROLE WHICH THE COMMUNITY HAS TO PLAY IN THE FRAMEWORK OF THE UNITED NATIONS AND ITS FAMILY, AND HOW BEST IT CAN PERFORM ITS TASKS AND COOPERATE IN THE WORK OF THE UN GIVEN THE INSTITUTIONAL FRAMEWORK OF BOTH THE ORGANIZATIONS. COMMUNITY PARTICIPATION IN A SERIES OF

Global Telegram

Global Telegram

Global Telegram

Global Telegram

Global Telegram

Global Telegram

UNITED NATIONS CONVENTIONS, IN FORCE OR STILL TO BE FORMULATED,  
HAS ALSO BEEN DISCUSSED. THESE TALKS HAVE BEEN MOST INTERESTING,  
AND HAVE ELUCIDATED SEVERAL IMPORTANT ISSUES. THEY HAVE ALSO  
BEEN VERY USEFUL AS A PREPARATION FOR THE VISIT OF THE SECRE-  
TARY-GENERAL PEREZ DE CUELLAR FORESEEN IN EARLY SPRING.  
NNNN

248455 COME UR  
21877 COMEU B

Global Telegram

Global Telegram